



## **ECHEC DE LA "NEGOCIATION" DE BRANCHE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'ALTERNANCE**

Notre Branche traverse une période sans précédent. Les évolutions réglementaires, technologiques, environnementales et numérique nécessitent une politique de formation de très haut niveau. Qui plus est, l'attractivité des métiers de l'énergie, la fidélisation des jeunes et l'avenir du Service Public de l'énergie sont aussi un défi pour notre Branche.

Dans le cadre d'une négociation ouverte depuis plus d'un an, les organisations syndicales FNME CGT, FCE CFDT, CFE CGC et FO Énergie et Mines ont proposé pour la Branche, les entreprises et les territoires, des avancées qui renforcent les moyens en faveur d'une formation professionnelle engageante et performante.

Or, les employeurs font le choix de se limiter à une simple retranscription des différentes réformes dans leur proposition d'accord.

Nous nous attendions à ce qu'il y ait une réelle et loyale négociation : comme en d'autres matières, les employeurs ont préféré soumettre leur projet et balayer d'un revers de manche l'ensemble de nos propositions qui se fondent sur l'ambition, prétendument partagée par les directions, d'une branche forte.

Comme pour d'autres thèmes, les employeurs semblent enclins à déshabiller la Branche et renvoyer le sujet aux seules négociations d'entreprise.

Face à cette situation, il est évident qu'aucune organisation syndicale représentant les salariés ne saurait apposer sa signature. Chacune est en droit, par ailleurs, de s'interroger sur sa mission au sein des Instances paritaires de Branche dédiées à la formation professionnelle.

Dans la crise que nous vivons tous, et dont les jeunes vont être particulièrement victimes dès la rentrée faute d'emploi ou de solutions de formation, nous en appelons à la responsabilité des employeurs pour rouvrir la négociation, dès septembre, et proposer des engagements concrets en faveur de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue.

Paris, le 9 juillet 2020